

CSI RAPPORT

CSI, Confederation syndicale internationale
Avril 2008

Des bénéficiaires
indignes. Comment
le commerce et
l'investissement

contribuent au
maintien et à la
prospérité de la
junte birmane

Créée le 1er novembre 2006, la CSI représente 168 millions de travailleurs, dont 40% de femmes, au sein de 304 organisations affiliées nationales dans 153 pays.

La CSI est une Confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats d'un pays donné. L'affiliation est ouverte aux organisations syndicales qui sont indépendantes de toute influence extérieure et qui sont dotées d'une structure démocratique.

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales. Le document de programme adopté lors du Congrès de fondation de la CSI expose le cadre stratégique général de la Confédération, établi sur base des politiques poursuivies par la CISL et la CMT.

Ses principaux domaines d'action sont : les droits syndicaux et les droits humains, l'économie, la société et le lieu de travail, l'égalité et la non-discrimination, la solidarité internationale.

La CSI adhère aux principes de la démocratie et de l'indépendance syndicales tels que précisés dans ses statuts.

—
CSI
5 Boulevard du Roi Albert II, Bte1
1210 Bruxelles
Belgique
Téléphone: +322 224 02 11
Fax: +322 201 58 15
E-mail: <mailto:info@ituc-csi.org>
www.ituc-csi.org

**Des bénéfices
indignes:
Comment le
commerce et
l'investissement
contribuent au
maintien et à la
prospérité de la
junte birmane**

Des bénéfices indignes: Comment le commerce et l'investissement contribuent au maintien et à la prospérité de la junte birmane

Table des matières

Introduction	7
La situation économique et sociale en Birmanie	10
Le développement vu à travers les yeux du peuple birman	11
La Birmanie comparée à la Thaïlande: Ce qui aurait pu advenir du développement"	14
Les nouvelles richesses qui consolident le pouvoir de la junte	16
Renforcement des intérêts étrangers	18
Thaïlande	20
Chine	22
Inde	25
La démocratie et les libertés en Birmanie passent une fois de plus par la carotte et le bâton	27
Des sanctions intensifiées, plus sophistiquées constituent la seule solution	28
La voie vers l'avenir	32
Notes de conclusion	35

“Je ne pense pas qu'on ait trouvé de preuves attestant que les sanctions ont causé du tort au peuple birman. (...) Les sanctions ont un rôle à jouer car elles constituent un message politique fort, mais elles sont aussi un message sur le plan économique¹.”

Aung San Suu Kyi

“Je reste fermement convaincu que personne, ni aucun gouvernement, ne devrait attendre pour agir; le voyage commence au premier pas. Les milieux d'affaires et les gouvernements ont le choix entre traiter ou ne pas traiter avec le régime répressif de la Birmanie. Faire des affaires avec le régime, cela revient à placer des armes à la disposition de ceux qui ont massacré des milliers de personnes en 1988, qui sont responsables du déplacement interne de plus d'un million de personnes, laissant celles-ci sans abri et sans sécurité dans leur propre pays, ceux qui violent systématiquement les femmes. Il est du devoir de toute personne et de tout gouvernement de s'élever contre la tyrannie et contre ceux qui la protègent et la financent².”

Desmond Tutu

Introduction

En septembre 2007, la population birmane s'est mobilisée dans le cadre de l'action de contestation sociale et politique la plus importante à avoir vu le jour dans le pays depuis 1988. Des milliers de moines et de citoyens ordinaires sont descendus dans les rues pour protester contre la misère écrasante et la dictature militaire répressive au pouvoir. La vague de répression qui s'ensuivit fit la une aux quatre coins du monde. Au moins 110 personnes auraient été tuées et des milliers d'autres blessées par les balles en caoutchouc, gaz lacrymogène, bâtons de bambou et matraques employées par les forces de l'ordre.

Cela n'a pourtant pas empêché les entreprises, et en particulier les entreprises étrangères, de poursuivre leurs affaires pratiquement partout dans le pays. Les généraux responsables de la violence ont pu continuer à se remplir les poches grâce aux investisseurs étrangers. Alors même que des rapports faisaient état de morts en garde à vue, de torture, de disparitions et d'autres mauvais traitements, de privation de nourriture, d'eau et de traitement médical aux détenus, plusieurs grandes entreprises multinationales et certains gouvernements comme la Chine, l'Inde et la Thaïlande, notamment, ont continué à injecter des investissements étrangers dans les caisses du régime.

Les deux dernières décennies ont vu la majorité de la population birmane³ s'appauvrir, tandis que les généraux au pouvoir et leur entourage ont détourné des sommes d'argent considérables vers leurs propres caisses. Cette situation risque de se poursuivre aussi longtemps que les généraux continueront à mettre le grappin sur de nouvelles sources de richesses, y compris de plantureuses réserves de pétrole et de gaz, tout en continuant à afficher la plus grande indifférence pour la misère dans laquelle vit la majorité de la population civile du pays. La Birmanie était naguère considérée comme un pays au potentiel économique sous-exploité et dont le régime dictatorial était continuellement au bord de la banqueroute. Pourtant, à l'heure actuelle, le pays est de plus en plus considéré comme une dictature à "pétrodollars". Il pourrait en résulter une répression accrue du mouvement démocratique national, des minorités ethniques et de la population en général. Il pourrait en résulter une répression accrue du mouvement démocratique, des différentes composantes ethniques et de la population du pays en général.

Lorsque des nouvelles paraissent concernant la Birmanie, les principaux thèmes couverts sont la démocratie, les droits humains et la géopolitique. Il est très rare que des informations soient diffusées dans les grands médias concernant la situation économique et sociale du pays. Ces questions sont pourtant intimement liées et méritent beaucoup plus d'attention. C'est l'économie birmane et son capitalisme d'Etat, basé sur l'exportation de ressources naturelles, qui permet à la junte militaire de se maintenir au pouvoir. La répression et l'absence de démocratie engendrent que les manifestations et les soulèvements populaires sont le seul moyen pour le peuple birman d'exprimer son mécontentement. La pauvreté compte parmi les principales

causes du mécontentement populaire. Le soulèvement de 1988, qui s'est soldé par le massacre de 3.000 personnes par les forces armées, trouvait son origine dans la dévaluation de la devise nationale, le kyat, et les pénuries alimentaires qui en résultèrent. Les événements de septembre 2007, auxquels a été attribué le surnom de "révolution safran", d'après la couleur safran de la toge portée par les moines bouddhistes qui y ont participé en masse, ont été déclenchés par la multiplication par deux des prix des carburants, qui s'est répercutée sur le coût du transport et des denrées de base.

Ce rapport explore les liens entre la réalité politique et la situation socio-économique du pays. Il tente de mettre en évidence la façon dont les dirigeants birmans accaparent les gains économiques du pays, alors que la population vit dans une misère accablante. Le rapport met en lumière comment les pays voisins de la Birmanie poursuivent de plus en plus souvent des agendas économiques et politiques basés sur une collaboration et un soutien sans vergogne en faveur de la junte militaire birmane. Enfin, le document préconise l'adoption de nouvelles sanctions à l'encontre de la junte militaire et en faveur du désinvestissement vis-à-vis de la Birmanie. Il serait opportun que les pays voisins reviennent leur politique à l'égard des dirigeants non élus de la Birmanie, y compris la cessation de toutes relations commerciales avec ces derniers. Toutefois, devant l'improbabilité d'une telle démarche, cette analyse appelle à l'imposition de sanctions financières par des pays tiers.

La situation économique et sociale en Birmanie

La Birmanie, naguère classée deuxième exportatrice mondiale de riz, est entrée dans une période de déclin économique à partir du premier putsch.

La Birmanie est dotée de ressources naturelles considérables, y compris en minéraux, pierres précieuses, bois, pétrole et gaz naturel. Sous domination britannique jusqu'en 1948, le pays a connu un important essor dans le domaine agricole, ce qui lui a permis de devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux de riz. A son indépendance, le pays semblait promis à un avenir économique brillant. De fait, l'écrivain anglais George Orwell, qui a travaillé en qualité de fonctionnaire de la couronne britannique en Birmanie dans les années 20, prédisait que de tous les pays de l'Empire, nul n'était mieux placé que la Birmanie pour connaître la prospérité à partir de l'indépendance. A l'époque, la Birmanie était le principal pays exportateur de riz dans le monde, ce qui lui avait d'ailleurs valu d'être surnommée le "bol de riz de l'Asie". Jusqu'en 1962, sous la conduite d'un gouvernement démocratique, le pays a connu un développement économique lent mais constant, comparable à celui d'autres pays en développement. Les choses ont cependant commencé à changer dès le premier coup d'Etat militaire. Depuis lors, le développement économique a été limité et l'indice de développement de la Birmanie a affiché un recul progressif par rapport aux autres pays de la région.

En 1988, au moment de la répression brutale du soulèvement populaire, qui a provoqué le massacre de milliers de citoyens, le pays se trouvait au bord de la ruine en raison de l'isolement, de la xénophobie et, d'une manière générale, de la mauvaise gestion économique de la junte militaire. Au lendemain de la répression de 1988, réagissant à la fois à la menace imminente de banqueroute et au renforcement du mouvement pour la démocratie, le régime a décidé de sortir de son isolement économique en ouvrant la porte, pour la première fois depuis trois décennies, aux investissements étrangers. Diverses sociétés multinationales, particulièrement dans les secteurs du pétrole et du gaz, ont promptement répondu à l'invitation de la junte militaire et ont commencé à lourdement investir dans le pays. Le gouvernement a récupéré la majeure partie de cet argent, qu'il a investi dans la reconstruction de ses capacités militaires et le renforcement de sa mainmise sur le pays.

+

La junte militaire a développé sa propre forme de capitalisme d'Etat, qui lui assure le contrôle de l'économie au travers de joint-ventures militaires.

La Birmanie a connu un afflux important d'investissements étrangers au cours des vingt dernières années –tout d'abord de l'Europe et des Etats-Unis, puis, plus récemment, de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie, de Singapour, de la Corée du Sud, de la Thaïlande et d'autres pays de la région. Ces investissements ont pour principales cibles le pétrole et le gaz, au même titre que d'autres industries d'extraction. Jusqu'à présent, ils ont servi à renforcer la capacité de l'armée à réprimer le peuple birman et à renflouer les caisses des généraux et de leur entourage. Ceci est dû au fait qu'en Birmanie, la majorité des investissements est effectuée au travers de joint venture avec l'armée ou tout simplement par le biais d'entreprises appartenant aux militaires et exploitées par ces derniers.

"La junte prend la viande et les civils reçoivent les os": guide de tourisme

La vaste majorité des revenus du pétrole et du gaz reviennent à l'armée.

Ironiquement, la junte se dit socialiste. Elle a néanmoins développé sa propre forme de capitalisme d'Etat, qui garantit prospérité et pouvoir aux généraux. Dans la pratique, l'économie est contrôlée par plusieurs conglomérats industriels, dont les principaux sont l'UMEH (Union of Myanmar Economic Holdings), la MEC (Myanmar Economic Corporation) et la MOGE (Myanmar Oil and Gas Enterprise). La MEC canalise les revenus des entreprises privées vers les caisses militaires. L'UMEH a, quant à elle, pour fonction de créer des sources de revenus secondaires pour les personnels militaires et leurs familles. La MOGE représente la partie birmane dans les joint-venture conclues avec des investisseurs étrangers dans les secteurs du pétrole et du gaz et devient rapidement la principale vache à lait du régime.

Même les revenus de l'industrie nationale du tourisme profitent à la junte birmane plutôt qu'aux entreprises privées et aux gens ordinaires, vu que les touristes descendent généralement dans des hôtels exploités par l'armée ou dont l'armée est actionnaire. "Lorsque les touristes arrivent par avion, seul les voyagistes agréés par la junte sont autorisés à pénétrer dans l'enceinte de l'aéroport pour aller à leur rencontre. Les entreprises non militaires comme la nôtre n'ont pas le droit d'entrer. Ils en tirent donc tous les profits", a dit Nilar, un guide de 28 ans travaillant pour une petite entreprise de tourisme de Rangoon, lors d'un entretien avec la CSI en automne 2007.⁴ D'autre part, une partie importante de l'infrastructure utilisée dans le tourisme a été construite avec un recours aux travaux forcés, comme il a été démontré, preuves à l'appui, par des rapports de l'OIT. L'étreinte de la junte militaire sur cette partie de l'économie avait valu à Aung San Suu Kyi de signaler en 1995: "Nous estimons qu'il est encore trop tôt pour que les touristes ou les investissements commencent à affluer vers la Birmanie." Elle réitéra cet appel au boycott en 2002: "Il n'y a pas eu de changement dans notre politique concernant le tourisme; autrement dit, nous ne sommes pas encore arrivés au stade où nous encouragerions les gens à venir en Birmanie en tant que touristes⁵."

Au cours des deux dernières années, la découverte de gisements pétrolifères terrestres et offshore à l'intérieur des frontières territoriales birmanes a converti cette ressource en principal produit d'exportation national. La production et les profits ont grimpé en flèche – et devraient continuer à augmenter à l'avenir avec la montée des prix des combustibles au niveau mondial. Cependant rien ne laisse supposer que les gens vivant dans les zones où ces gisements ont été découverts bénéficient directement ou indirectement des nouveaux projets. En effet, le regain d'attention que suscitent ces communautés aux yeux de l'Etat birman pourrait simplement se traduire par une répression accrue. La plupart des problèmes de l'économie birmane peuvent être attribués au fait que les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz, à l'instar d'autres industries extractives, ne génèrent pas énormément d'emploi et ne contribuent pas à un transfert suffisant de compétences et de technologies aux populations locales. Autrement dit, la vaste majorité des revenus générés par ces nouvelles activités finit aux mains des généraux et de leur entourage, alors que la part du gâteau revenant au peuple birman est dérisoire.

En réalité, les généraux traitent l'économie nationale pratiquement comme

95% de la population vit avec moins de 1 dollar par jour:

La pauvreté force les femmes à entrer dans le commerce du sexe.

leur foyer privé, redonnant du même coup au terme "économie" le sens de sa racine grecque "oikonomia", soit "gestion du foyer". D'après Sean Turnell, économiste spécialiste de la Birmanie à l'Université Macquarie de Sydney, en Australie, l'"Etat birman est presque totalement prédateur à l'égard de ses hôtes, il est encore bien plus dévorateur que parasitaire. Si dans d'autres pays, les régimes au pouvoir se comportent occasionnellement comme des maffias en s'attribuant au passage une 'part' des marchés les plus profitables, la Birmanie pourrait être comparée à un pilleur qui détruit tout ce qu'il est incapable de créer ou de comprendre⁶".

Le développement vu à travers les yeux du peuple birman

A l'heure actuelle, la pauvreté en Birmanie est omniprésente et dramatique. Avec la montée récente des prix des denrées de base dans le pays – élément déclencheur des manifestations de septembre 2007, la survie dans la dignité devient un objectif de plus en plus difficile à atteindre. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a récemment réalisé une enquête, avec la permission du comité des douze généraux qui constituent l'organe suprême de l'Etat birman, le Conseil d'Etat pour la paix et le développement (SPDC). L'enquête a déterminé que 95% de la population vit avec moins d'un dollar US par jour et que 90% vit avec moins de 65 cents par jour. Le SPDC s'est refusé à publier le rapport mais le PNUD entend néanmoins rendre publique une partie des conclusions de l'enquête⁷.

D'autre part, à l'occasion de la Journée des Nations unies en octobre 2007, l'équipe de l'ONU en Birmanie a publié une déclaration concernant la situation humanitaire dans le pays, notant que le soulèvement de septembre 2007 "a clairement démontré la lutte quotidienne qui est livrée pour répondre aux nécessités de base et le besoin urgent de réagir face à la détérioration de la situation humanitaire dans le pays". L'équipe de l'ONU a affirmé "avoir vu quotidiennement que les besoins humains fondamentaux de ce pays potentiellement prospère ne sont pas rencontrés⁸".

A l'heure actuelle, selon les Nations unies, il est estimé que le PIB par habitant de la Birmanie est inférieur à la moitié de celui du Cambodge ou du Bangladesh. En Birmanie, un ménage doit consacrer en moyenne environ 75% de son budget mensuel aux dépenses alimentaires⁹ - par rapport à 59% en Indonésie, à 57% au Bangladesh et à 32% en Thaïlande. Et pourtant, même en consacrant la plupart de leurs revenus à l'achat de nourriture, une majorité de Birmans n'arrive pas à satisfaire ses besoins nutritifs: le pays est en proie à une recrudescence alarmante du bérubéri, une maladie causée par une déficience de vitamine B. Cette maladie a pu être éradiquée dans la plupart des pays du monde mais continue à figurer parmi les principaux facteurs de mortalité infantile en Birmanie¹⁰.

Tin Tin Khaine, maraîchère de 29 ans qui a participé aux manifestations de septembre et a été interviewée par la CSI en automne 2007, résume l'actuelle situation socio-économique de la Birmanie de la façon suivante: "Nous vivons dans la misère. Les travailleuses comme moi à Shwepyitha, même si elles

L'armée a dépensé
300 millions de dollars
pour se construire une
nouvelle capitale.

ont un emploi, ne peuvent pas manger deux repas par jour. Elles ne peuvent se permettre qu'un seul repas par jour et même pour cet unique repas elles doivent trimer durement¹¹." Son témoignage est complété par celui du Dr Khin, 33 ans, spécialiste du VIH/Sida qui a fui la Birmanie lorsqu'elle s'est engagée comme volontaire avec Médecins Sans Frontières. Mme Khin évoque ce que la pauvreté extrême peut forcer les gens à faire: "Une jeune femme du village pourrait s'estimer heureuse de gagner ne fût-ce que 100 kyats par jour (moins de 10 cents US). Etant confrontées à des difficultés extrêmes, les femmes préfèrent quitter la campagne pour se rendre à Rangoon, où elles peuvent gagner environ 1.000 kyats (moins d'un dollar US) en travaillant dans un bar karaoké ou un salon de massage. L'étape suivante consistera à devenir une travailleuse du sexe¹²."

Mais tandis que la majorité de la population peine à joindre les deux bouts au milieu d'une pauvreté absolue, des villes comme Rangoon et Mandalay ont été transformées et voient à présent surgir une profusion de nouvelles maisons d'habitation, d'immeubles d'appartements, de gratte-ciel, de centres commerciaux luxueux, de somptueux immeubles de bureaux, de restaurants, d'hôtels et de voitures d'importation. Si des investissements ont également été signalés dans l'infrastructure routière nationale, les critiques ont fait remarquer qu'ils visaient essentiellement à permettre aux militaires de renforcer leur emprise sur le pays dès lors que cette infrastructure leur permet à présent d'atteindre les parties les plus reculées du territoire national et de déployer leurs troupes plus rapidement. La junte vient récemment de consacrer une partie des bénéfices dérivés de ses projets de développement du gaz naturel à la construction d'une nouvelle capitale répondant au nom de Naypyidaw et bâtie au milieu de ce qui était encore récemment une jungle. Ce projet aurait été élaboré essentiellement pour des raisons de sécurité. En effet, la nouvelle capitale est située loin des foyers de manifestation potentiels et serait par ailleurs censée protéger le pays contre la menace d'une invasion américaine par la mer (une menace qui fait partie des "excentricités" du régime militaire). Bien que la majeure partie des travaux a, en toute probabilité, été exécutée avec le recours au travail forcé, le coût estimé de la construction se situerait à hauteur de 300 millions de dollars US. La nouvelle capitale aurait par ailleurs été montrée du doigt comme cause de la réaffectation de l'approvisionnement électrique déjà imprévisible au détriment de Rangoon, centre commercial du pays, et d'une majorité de la population ayant jusqu'ici eu accès à l'électricité. A signaler que le pourcentage de la population ayant accès à l'électricité est estimé à 5% de la population totale du pays.

Alors que le budget qu'elle consacre au bien-être de la population est pratiquement nul, la junte fait preuve de beaucoup de générosité à l'égard de ses partisans les plus fervents et des acteurs qui contribuent à la maintenir au pouvoir. En avril 2006, le gouvernement a annoncé des augmentations salariales d'entre 500 et 1.200% pour environ 1 million de fonctionnaires et d'officiers de l'armée. De telles augmentations contribueront non seulement à exacerber les inégalités croissantes en Birmanie mais aggraveront aussi la pression inflationniste dans le pays. Autrement dit, le prix de la nourriture et des autres denrées de base augmenteront et les gens se trouvant à l'extérieur

La production agricole est en chute libre.

La malnutrition touche 10% des enfants: "on ne voit pas de muscle, rien que de la peau et des os."

du cercle des privilégiés des hauts fonctionnaires et de l'armée deviendront plus pauvres, non seulement au regard des classes favorisées mais aussi en termes absolus¹³.

Ce ne sont pas uniquement les politiques intéressées de la junte qui nuisent au peuple birman. Il convient aussi de remettre en cause l'absence d'approche cohérente en matière de développement et, d'une manière plus générale, la mauvaise gestion du pays. Si l'agriculture génère encore aujourd'hui plus de la moitié du PIB de la Birmanie et plus de 80% de l'emploi national, le gouvernement ne fait rien pour soutenir ce secteur. Ainsi, devant l'impossibilité d'emprunter de l'argent auprès des banques commerciales, les agriculteurs se voient obligés de solliciter des fonds à la MADB (Myanmar Agricultural Development Bank). Cette banque octroie toutefois moins de 10% du crédit nécessaire aux agriculteurs auxquels elle prête, sans compter que bon nombre d'entre eux ne réuniront pas les conditions d'éligibilité pour l'accès aux prêts de la MADB.¹⁴ D'autre part, les politiques du gouvernement ont entraîné une telle hausse de prix des intrants que les agriculteurs utilisent de moins en moins d'engrais, entraînant par là-même une baisse du rendement. Cette situation a contraint de nombreuses familles à renoncer à l'agriculture et à leurs terres et à migrer à travers le pays en quête d'un emploi rémunéré¹⁵.

La mauvaise gestion a atteint un tel niveau qu'en octobre 2007, treize ONG humanitaires ont publié une déclaration signalant que "les politiques sociales et économiques en place ont entraîné des conditions qui ont rabaissé de nombreuses personnes au-dessous du seuil de subsistance, tout en affaiblissant continuellement les mécanismes de réponse existants des communautés locales", et que "la restriction des dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation laisse les gens pratiquement sans accès à des services de base abordables un peu partout dans le pays"¹⁶. D'après les estimations du Programme alimentaire mondial, cinq millions de personnes souffriraient actuellement de pénurie alimentaire dans le pays et se trouveraient au bord de la famine. Un enfant sur trois en dessous de cinq ans souffre de malnutrition et, à l'échelle nationale, moins de la moitié des enfants ont la possibilité de terminer l'enseignement primaire¹⁷. D'autre part, 10% des enfants sont classés comme atteints de malnutrition aigüe. Pour reprendre les propos de médecins travaillant dans les dispensaires où certains de ces enfants sont traités: "Leur peau pèle facilement. Sur leurs yeux se lit une fatigue intense. Il y a une dégénérescence du tissu musculaire – on ne voit pas de muscle, rien que de la peau et des os." Même les techniques les plus modernes d'imagerie médicale ne permettent pas de déceler ce que devraient normalement être des couches de muscles sous la peau, d'après les médecins. "On fait des ultrasons et le transducteur va tout droit jusqu'aux organes"¹⁸.

Le gouvernement birman dépense 0,5% du PIB pour la santé et 0,9% pour l'éducation, des chiffres nettement inférieurs à ceux des autres gouvernements de la région. Par comparaison, au Cambodge et au Laos, qui comptent parmi les pays les plus pauvres d'Asie, ces dépenses représentent respectivement 3,5% et 3,3% du PIB. D'autre part, le budget de la défense en Birmanie, qui représente 40% du PNB, est plus de 28 fois plus élevé que les budgets additionnés de la

Enormément d'argent pour l'armée – mais pas pour les hôpitaux ou les écoles.

La mortalité infantile est cinq fois plus élevée qu'en Thaïlande.

santé et de l'éducation. La manière dont le gouvernement élabore ses budgets pour l'éducation et la santé renforce, elle aussi, les inégalités sociales criantes en Birmanie: les écoles et les hôpitaux sous le contrôle de l'armée comptent parmi les meilleurs du pays, alors que les hôpitaux civils sont sous-financés et incapables de répondre aux ravages du VIH/Sida, de la malaria et de la tuberculose. Et lorsque les généraux craignent que le traitement local soit en dessous du niveau requis, ils s'envolent pour Singapour pour se faire traiter dans les hôpitaux privés les plus chers d'Asie.

Birmanie-Thaïlande: Ce qui aurait pu advenir du développement et du bien public

Une comparaison de la situation sociale et économique en Birmanie et en Thaïlande met en lumière le prix élevé que les Birmans paient pour avoir vécu sous le joug de dictatures militaires successives. Elle montre ce à quoi la Birmanie aurait pu parvenir et donne une mesure du faible niveau de développement de la population, de la santé et du bien-être social résultant des actions de la junte birmane. Aussi simpliste puisse-t-elle paraître, cette comparaison n'en reste pas moins logique car elle montre comment la Birmanie, considérée à son indépendance comme l'une des économies les plus prometteuses d'Asie, a fait les frais d'une mauvaise gestion depuis lors, comment son gouvernement militaire a manqué toutes les opportunités d'améliorer la situation et comment, lorsque des investissements ont été injectés dans le pays, la population n'a rien vu du progrès que ceux-ci auraient pu engendrer.

Comme il a été signalé, la Birmanie était naguère surnommée le "bol de riz" de l'Asie car elle était à même de subvenir à ses besoins alimentaires propres de même qu'à ceux des autres parties de l'Empire britannique. A l'heure actuelle, elle ne parvient même plus à se nourrir elle-même: La malnutrition sévère touche 10% de la population. Par contraste, la Thaïlande a émergé comme l'un des principaux exportateurs mondiaux de riz. Et tandis que la Thaïlande exporte des fruits et de la volaille aux quatre coins du monde, les agriculteurs birmans ne parviennent même pas à acheminer leurs produits aux marchés locaux, en raison du piètre état dans lequel se trouvent les routes et les systèmes de transport.

L'existence d'une infrastructure de communication – principal élément d'infrastructure de toute économie moderne et instrument essentiel pour le développement de sociétés civiles dynamiques – est, elle aussi, un bon indicateur de l'écart de développement abyssal existant entre la Birmanie et la Thaïlande. Sur un échantillon de 1.000 habitants, il y a huit lignes téléphoniques en Birmanie par rapport à 107 en Thaïlande; deux personnes abonnées à des réseaux de téléphonie mobile en Birmanie contre 430 en Thaïlande; et un usager d'Internet par rapport à 109 en Thaïlande¹⁹.

Ces éléments peuvent être considérés comme des "luxes", voire des technologies susceptibles d'être découragées par la junte militaire, qui les considère comme une menace. Cependant la Thaïlande a aussi une grande

Le système de santé de la Birmanie occupe l'avant-dernière position mondiale.

longueur d'avance sur la Birmanie pour toute une série d'aspects liés à la survie au jour le jour. En Birmanie, 10 enfants sur 100 meurent avant avoir atteint l'âge de 5 ans, un des pires niveaux de mortalité infantile en Asie. La Thaïlande affiche, quant à elle, un résultat de 2 pour 100 pour ce même indicateur. De même, en Birmanie, une femme présente un risque de 1 sur 75 de perdre la vie pendant l'accouchement. En Thaïlande, ce risque se limite à 1 sur 900. De fait, le système de santé de la Birmanie se classait avant-dernier dans le classement mondial réalisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2000; il s'agissait de la première étude comparative de ce genre à avoir été réalisée à l'échelle mondiale – sur un total de 191 pays, seul le Sierra Leone se classait derrière la Birmanie. La Thaïlande occupait quant à elle la 47^e meilleure position mondiale²⁰.

Tandis que des millions de personnes vivant du côté birman de la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande souffrent de malnutrition chronique, les personnes vivant juste de l'autre côté de la frontière sont à ce point bien nourries que l'obésité infantile commence à figurer à la une des journaux. La malnutrition des enfants birmans a pour effet que 32% d'entre eux présentent une taille nettement inférieure à la taille normale pour leur âge. Ceci ne se vérifie que dans 13% des enfants en Thaïlande. Au bout du compte, la différence entre vivre en Birmanie et en Thaïlande peut être exprimée en termes d'espérance de vie moyenne. Celle-ci est de 61 ans en Birmanie, contre 71 ans en Thaïlande²¹.

Le deuxième pays le plus corrompu au monde.

En bref, sous le règne de la junte militaire, la productivité agricole a chuté et la pauvreté a grimpé en flèche, au même titre que la mauvaise santé de la population. Et pour comble, la corruption a atteint un tel niveau que la Birmanie est actuellement sacrée la deuxième nation la plus corrompue au monde, selon une étude du groupe de pression Transparency International. En dépit de l'augmentation constante des échanges commerciaux et des investissements au cours des dernières années, la situation sociale reste aussi exécrable que jamais. Elle n'est probablement comparable, au niveau de l'Asie, qu'à celle de Corée du Nord, voire à l'un ou l'autre pays d'Afrique.

Les nouvelles richesses qui consolident le pouvoir de la junte

Un potentiel économique immense gâché.

L'armée s'empare de 60% du revenu du commerce des pierres gemmes.

En dépit de la pauvreté et du sous-développement généralisés en Birmanie, le pays regorge de ressources naturelles et génère un revenu considérable de la vente de bois, de pierres précieuses, d'énergie hydroélectrique, de pétrole et de gaz. Avec le développement de nouveaux projets de génération hydroélectrique et la découverte récente de nouveaux gisements de gaz, la junte est assise sur un trésor d'une valeur colossale. Les pays voisins aident de plus en plus la Birmanie à exploiter ce potentiel, contribuant par-là au renforcement de la junte. A chaque apport de devise étrangère en Birmanie, une part considérable est investie dans l'acquisition d'armements modernes et sophistiqués, ainsi que dans le personnel militaire chargé de contrôler la population civile. La section suivante passe en revue les principales sources de revenus des généraux et pourquoi ceux-ci sont susceptibles de croître.

Depuis des décennies, l'exploitation aussi bien légale que clandestine du bois a proliféré à un rythme effréné en Birmanie. Mis à part l'impact dévastateur de cette activité sur l'environnement, l'industrie du bois en Birmanie est largement soutenue par le recours au travail forcé et a causé le déplacement de communautés locales entières. L'exploitation forestière est contrôlée par la MTE (Myanmar Timber Enterprise), dont le personnel est composé principalement d'officiers militaires à la retraite et qui a la pleine juridiction dans le domaine de la conservation et de l'exploitation forestières. L'exploitation forestière et, plus particulièrement, la vente de teck ont habituellement représenté environ 20% des exportations birmanes²². Au cours de l'exercice 2006-2007, la MTE a réalisé des exportations pour une valeur de \$ 519 millions, se classant au rang de deuxième exportateur national après la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE)²³. D'autre part, l'extraction de pierres précieuses et, plus particulièrement, de jade a généré un apport régulier de revenus pour la junte militaire. Il est estimé que 60% du revenu global de la MEH (Myanmar Economic Holdings) provient de la vente de gemmes par des entreprises auxquelles elle accorde des concessions d'exploitation, ce qui représente un revenu annuel de l'ordre de 200 millions de dollars²⁴.

Le gaz naturel, dont la production a démarré dès 1974, constitue cependant la principale source de revenus des généraux. La production de gaz, qui atteignait 4.575 millions de pieds cubes en 1975, est passée à environ 40.000 millions de pieds cubes en 1990 et atteignait 58.575 millions de pieds cubes en 1996/97²⁵. En 1990 – soit deux ans après que le gouvernement ait ouvert ses portes aux investissements étrangers – les premières entreprises étrangères ont commencé à acquérir des concessions off-shore de gaz naturel. Il s'agissait de l'entreprise britannique Premier Oil et de l'entreprise française Total.

La junte contrôle les milliards de dollars de revenus provenant du pétrole et du gaz.

Au début des années 90, la junte a lancé un nouvel appel d'offres aux entreprises étrangères, concernant cette fois l'exploration offshore de dix-huit blocs de concession, dont treize situés dans le Golfe de Martaban et cinq au large de la côte de l'Etat d'Arakan. Les offres de multinationales comme Unocal, Texaco, Total et Premier Oil furent parmi les premières retenues. Deux nouveaux gisements de gaz importants ont été découverts dans le Golfe de Martaban: Yadana et Yetagun. La production au gisement de Yadana a démarré dès 1998, alors que la production à Yetagun a débuté en 2000. La découverte d'une nouvelle nappe de gaz au large de la côte d'Arakan fut annoncée en 2004. Baptisé Shwe – en l'honneur de l'actuel leader du pays et président du SPDC, le général Than Shwe – ce nouveau gisement a été divisé en plusieurs blocs, dont les blocs A-1 et A-3 sont actuellement en cours de développement²⁶.

D'après la Japan Oil, Gas and Metals National Corporation, organe administratif indépendant, à la fin de 2006, les réserves nationales de gaz de la Birmanie étaient estimées à environ 538 millions de mètres cubes, en faisant la troisième réserve du Sud-Est asiatique après l'Indonésie et la Malaisie²⁷. Le gisement de Shwe représenterait à lui seul un rendement d'une valeur estimée entre 600 et 850 millions de dollars US par an pour la junte militaire, soit jusqu'à 20 milliards de dollars pour toute la durée du projet. Il est projeté que l'ensemble des gisements offshore génèrent entre 37 et 52 milliards de dollars de revenus au cours des prochaines années²⁸.

Une partie de ce montant a d'ores et déjà commencé à entrer dans les caisses du régime. Au cours de l'exercice 2006-2007, les exportations de gaz de la Birmanie, estimées à 2,16 milliards de dollars, ont représenté 43% du total des exportations du pays, d'après des statistiques publiées par le Département des Douanes de la Birmanie. Ce résultat était deux fois plus élevé que celui de l'exercice antérieur 2005-2006 – quoiqu'il fût principalement attribuable à l'augmentation du prix du gaz et non à une augmentation du volume total de gaz exporté, selon le ministère de l'Energie birman²⁹. La Thaïlande est de loin le principal importateur de gaz naturel birman.

La Birmanie bénéficie de l'aide d'au moins 27 entreprises de 13 pays pour l'extraction du gaz et son acheminement jusqu'à l'utilisateur final. Ces opérations, qui incluent des paradis fiscaux offshore, font intervenir les treize pays suivants, d'après le groupe de pression Human Rights Watch: l'Australie, les îles Vierges britanniques, la Chine, la France, l'Inde, le Japon, la Malaisie, les Pays-Bas, la Russie, Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande et les Etats-Unis. Un "contrat de production partagée" entre ces entreprises étrangères et la MOGE (Myanmar Oil and Gas Enterprise) spécifie le montant dont chaque entreprise doit s'acquitter auprès du gouvernement birman à titre d'honoraires et d'impôts. Ces contrats octroient également au gouvernement le droit de devenir un partenaire dans le projet au terme d'une période convenue s'il le désire. Ceci signifie généralement que les entreprises étrangères investissent d'entrée de jeu une somme d'argent pour financer la prospection de pétrole et de gaz, ainsi que pour la production de produits finis comme l'essence; la junte obtient quant à elle une part des revenus provenant de la vente de ces produits une fois que les coûts initiaux ont été recouverts. Très souvent, les entreprises

étrangères participant à de telles opérations appartiennent totalement ou partiellement à des gouvernements, y compris les gouvernements de la Chine, de l'Inde, du Japon, de la Malaisie, de la Russie, de la Corée du Sud et de la Thaïlande³⁰.

Cette activité intense qui résulte des besoins énergétiques croissants de la région fait du gaz naturel le secteur qui attire la majeure partie des investissements étrangers en Birmanie. Les investissements dans le pétrole et le gaz ont atteint un record de 471,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2006-2007, représentant plus de 61% du total des investissements étrangers, d'après les dernières statistiques du gouvernement³¹. Entre temps, la conclusion de nouveaux accords avec la junte continue à susciter énormément d'intérêt: entre septembre 2006 et septembre 2007, dix nouveaux accords ont été signés, couvrant 14 blocs. Ces investissements devraient conduire à une hausse des revenus des secteurs du pétrole et du gaz.

L'énergie hydroélectrique est un autre domaine qui devrait générer des revenus colossaux pour le régime militaire birman à l'avenir. Ce secteur pourrait cependant aussi menacer l'existence de communautés ethniques minoritaires, notamment dans les Etats Karen, Karenni, Mon et Shan, où il est probable que ces programmes seront mis en œuvre. L'énergie hydroélectrique suscite avant tout de l'intérêt en Chine, en Thaïlande et dans d'autres pays membres de l'ASEAN. Il convient cependant de noter que les investissements étrangers en Birmanie ne proviennent pas uniquement de nations individuelles. La Banque asiatique de développement est en train de promouvoir un programme d'électrification d'une valeur de 4,6 milliards de dollars qui devrait être alimenté par le barrage de Tasang, sur le fleuve Salween, en Birmanie. Le plan prévoit le lancement de douze projets hydroélectriques en Birmanie, en Chine et au Laos, qui auront pour fonction d'alimenter le réseau électrique du Mékong et de générer de l'électricité pour les usagers en Thaïlande et au Vietnam³².

Au cours de l'exercice 2006-2007, des investissements pour une valeur de 281,2 millions de dollars ont été injectés dans le secteur de l'énergie, ce qui représentait 36,8% de l'investissement étranger total en Birmanie. D'après le ministère birman de la Planification nationale et du Développement, la totalité des investissements dans ce secteur provient de la Chine. En tout et pour tout, les secteurs du pétrole, du gaz et de l'énergie ont représenté plus de 98% du total des investissements étrangers au cours du dernier exercice fiscal³³.

Renforcement des intérêts étrangers

Les acteurs internationaux ont joué un rôle clef dans le développement de l'économie birmane et ont fourni le lien économique vital dont avait besoin la dictature militaire au pouvoir. Comme expliqué dans les pages précédentes, la junte était en faillite lorsqu'elle a ouvert ses portes aux acteurs étrangers en 1988 mais est littéralement passée de la misère à la richesse depuis lors. Le mouvement syndical mondial a commencé à surveiller les entreprises étrangères qui entretiennent des relations avec la Birmanie et qui, dès lors, apportent directement ou indirectement leur soutien à la junte dans la répression

Les investissements étrangers se concentrent dans le pétrole, le gaz et la génération électrique.

Des centaines d'entreprises étrangères commerceront avec la Birmanie.

Des sanctions sont en place.

du peuple birman, le recours aux travaux forcés, le non-respect de la liberté d'association, entre autres atteintes aux droits humains. En octobre 2007, la base de données du mouvement syndical incluait 427 entreprises, lesquelles ont une fois de plus, et ce pour la neuvième fois en sept ans, été appelées à rompre leurs relations avec le régime militaire birman³⁴. Si quelques-unes des entreprises en cause ont accédé à cette demande, la plupart d'entre elles s'y refusent en invoquant qu'elles agissent légalement en vertu de la législation de leur pays et soutiennent qu'elles ne se retireront de la Birmanie que si des sanctions légales afférentes à leur secteur sont imposées à la Birmanie.

Heureusement, les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Australie ont imposé des sanctions à la Birmanie, sanctions qui ont, par la suite, été renforcées à plusieurs reprises au cours des cinq dernières années. Déjà en 1997, les Etats-Unis avaient interdit tout nouvel investissement en Birmanie par des personnes physiques ou morales ressortissantes des Etats-Unis; de même, il est interdit aux ressortissants des Etats-Unis de faciliter tout nouvel investissement en Birmanie par des personnes étrangères. En 2003, les Etats-Unis ont imposé un embargo sur la plupart des importations en provenance de la Birmanie. D'une manière générale, il est aussi interdit aux citoyens et aux entreprises des Etats-Unis de fournir des services financiers en Birmanie³⁵. L'UE a promulgué un embargo sur les armes et un embargo sur l'envoi d'aide non humanitaire en Birmanie. Elle a également révoqué les préférences commerciales accordées au pays en vertu de son Système des préférences généralisées (SPG), bloqué la délivrance de visas aux hauts responsables du régime et à leurs familles et gelé les avoirs que les personnes inscrites sur la liste d'exclusion de visa détenaient dans des comptes bancaires en Europe. D'autre part, en 2004, l'UE a instauré un embargo partiel sur les investissements en Birmanie, qui interdisait aux entreprises européennes d'investir dans un petit nombre d'entreprises d'Etat, relativement insignifiantes, dont pas une seule n'appartenait aux secteurs essentiels du bois, des mines, du pétrole et du gaz. En octobre et novembre 2007, au lendemain de la répression, l'UE a promulgué un embargo sur l'exportation d'équipements aux secteurs de l'exploitation forestière et de l'extraction minière de métaux, de minéraux et de pierres précieuses, ainsi qu'un embargo sur l'importation de produits provenant de ces secteurs et un embargo sur l'investissement dans ces secteurs³⁶. A la suite de la répression brutale des manifestations, où l'attention a été attirée par la participation des moines bouddhistes, le Canada et l'Australie ont, à leur tour, renforcé les sanctions contre la Birmanie. Le Canada a notamment imposé un embargo total sur les importations et les exportations en provenance et à destination de la Birmanie, à l'exception des envois humanitaires³⁷.

Jusqu'à présent, toutefois, ces pays ont exclu de leurs sanctions les secteurs et activités où l'impact de telles mesures serait le plus marqué – les Etats-Unis en ce qui concerne les investissements existants dans le domaine du pétrole et du gaz et l'Union européenne pour ce qui a trait à l'ensemble des investissements dans le pétrole, le gaz et le secteur financier. Il est primordial que les Etats-Unis et l'Union européenne incluent ces secteurs à l'avenir. A titre d'exemple, au cours de l'exercice 2006-2007, les principaux investissements étrangers dans les secteurs du pétrole et du gaz en Birmanie provenaient d'entreprises

Les principaux protagonistes sont la Chine, l'Inde et la Thaïlande.

britanniques, avec des investissements estimés à 240,68 millions de dollars US³⁸.

Pourtant, tandis que de plus en plus de gouvernements instaurent des sanctions à l'encontre de la Birmanie, a fortiori depuis la répression brutale des forces de l'ordre lors des manifestations citoyennes de septembre 2007, les voisins de la Birmanie, au même titre que d'autres puissances économiques à niveau régional semblent, plus que jamais, anxieux de faire des affaires avec le régime. Le Singapour, la Russie et la Corée du Sud figuraient parmi les principaux investisseurs dans les secteurs du pétrole et du gaz au cours du dernier exercice. La Chine, avec ses 281 milliards de dollars, occupait, quant à elle, la pole position en termes d'investissements étrangers dans le secteur de l'énergie³⁹. Pour ce qui a trait au commerce, aux investissements, à la coopération économique et à l'influence politique, considérés comme un tout, trois nations frontalières se distinguent comme les principales alliées de la junte militaire et, par là-même, comme celles qui détiennent la clef de la liberté du peuple birman, à savoir: la Thaïlande, la Chine et l'Inde.

Thaïlande

Principale partenaire commerciale de la Birmanie, la Thaïlande a représenté, à elle seule, 48,8% des exportations et 22,1% des importations durant l'exercice 2006-2007⁴⁰. Au cours de cette période la valeur des exportations de la Birmanie vers la Thaïlande s'est élevée à 2,409 milliards de dollars⁴¹. Ce résultat est attribuable à plusieurs hausses des exportations de la Birmanie vers la Thaïlande, à comparer avec les 1,2 milliards de dollars en 2004, qui représentaient déjà une hausse de 40% par rapport à 2003⁴².

Les transactions commerciales avec la Thaïlande sont en plein essor.

La Thaïlande peut être considérée comme une alliée proche de la Birmanie qui, non seulement, consomme la majeure partie du gaz birman, mais encourage également les échanges commerciaux avec la Birmanie: en 2005, la Thaïlande a accordé à la Birmanie des exemptions fiscales concernant 390 produits différents, et ce après avoir revu à la baisse, en 2004, les taxes applicables à 460 autres produits, conformément aux règles de l'ASEAN⁴³.

La Birmanie et la Thaïlande ont également multiplié le nombre de comptoirs commerciaux implantés le long des quelques 1.800 km de frontière commune. L'activité de ces comptoirs a, elle aussi, été intensifiée. A l'heure actuelle, il est estimé que ces échanges représentent environ 248 millions de dollars. La Birmanie est actuellement en train de construire une nouvelle zone commerciale frontalière à Myawaddy, proche de la ville frontalière thaïlandaise de Maesot, véritable plaque tournante de la contrebande de bois et de pierres gemmes. Myawaddy est en passe de devenir la deuxième zone commerciale frontalière de la Birmanie après la zone de Muse, située à proximité de la ville frontalière chinoise de Ruili, dans la province de Yunnan⁴⁴.

L'énergie demeure cependant le principal centre d'intérêt économique de la Thaïlande en Birmanie. La Thaïlande est le principal client des exploitations de gaz naturel les plus développées de la Birmanie. D'après la compagnie

Il est estimé que la Birmanie obtient chaque mois environ 160 millions de dollars de la fourniture de gaz naturel à la Thaïlande.

Les investissements thaïlandais depuis 1998 s'élèvent à quelque 7,3 milliards de dollars.

française de pétrole Total, présente en Birmanie, les gisements de gaz de Yadana et de Yetagun couvrent actuellement à eux seuls plus de 20% des besoins énergétiques de la Thaïlande⁴⁵.

A noter toutefois que la Thaïlande ne s'en tient pas à la seule importation de gaz mais participe aussi activement au développement des unités de production de gaz. Le projet Yadana, mis au point par un consortium regroupant Total, Unocal, la société thaïlandaise PTT-EP et l'entreprise birmane MOGE, est actuellement exploité par Total. Le gaz extrait du gisement de Yadana est acheminé via un gazoduc sous-marin long de 346 km et un gazoduc terrestre de 63 km jusqu'à Ban I Thong, sur la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande. A partir de là, le gaz est acheminé via un autre gazoduc jusqu'à Bangkok, où il alimente les centrales électriques de Rathcaburi et Wang Noi. L'exploitation de Yetagun a été développée dans le cadre d'une joint-venture entre Texaco, Premier Oil et Nippon Oil. Suite au retrait de Texaco en 1997 et de Premier Oil en 2002, le gisement de Yetagun est actuellement exploité par la firme malaise Petronas, en partenariat avec MOGE, Nippon Oil et la société thaïlandaise PTT-EP. Le gaz est acheminé via un gazoduc sous-marin d'une longueur de 210 km et un gazoduc terrestre de 67 km, qui rejoint ensuite le gazoduc thaïlandais de Yadana en territoire thaïlandais⁴⁶. Il est estimé que la vente de gaz naturel à la Thaïlande rapporte à hauteur de 160 millions de dollars US par mois à la Birmanie.

D'autre part, la Thaïlande se montre vivement intéressée par le développement de l'hydroélectricité en Birmanie. En 2005, les deux pays ont signé un accord en vue de la construction de cinq nouveaux barrages, dont quatre sur le fleuve Salween et un sur le fleuve Tenasserim⁴⁷. En 2006, la Thaïlande et la Birmanie ont présenté un nouveau projet hydroélectrique commun, le projet Tar-hsan. Ce barrage, d'une capacité de 7.110 mégawatts, est en construction sur le fleuve Thanlwin, dans l'Etat de Shan, dans l'est de la Birmanie⁴⁸.

Avec cet intérêt marqué pour les ressources énergétiques fossiles et hydroélectriques birmanes, le total des investissements thaïlandais en Birmanie depuis 1988 est estimé à quelque 7,3 milliards de dollars US. Les investissements thaïlandais représentent plus de 53 % du total des investissements étrangers en Birmanie depuis l'ouverture du pays à ce type d'activités⁴⁹. L'intérêt thaïlandais pour les investissements en Birmanie ne s'arrête toutefois pas là. En vertu d'une stratégie de coopération économique adoptée en novembre 2003 à l'occasion d'un sommet qui réunissait le Cambodge, le Laos, la Birmanie et la Thaïlande dans la ville de Bagan, en Birmanie, la Thaïlande prévoit d'intensifier et de diversifier sensiblement ses investissements en Birmanie.

Les intérêts thaïlandais en Birmanie, pour légitimes qu'ils soient aux yeux des Thaïlandais, sont, dans une grande mesure, ce qui maintient la junte militaire à flot du point de vue économique. A travers ses relations commerciales, la Thaïlande est le principal soutien financier des généraux birmans. Le revenu dérivé de l'exportation de gaz naturel à la Thaïlande serait au moins deux fois plus élevé que ce que la Birmanie aurait pu obtenir de ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis et l'UE si ces derniers n'avaient pas appliqué de sanctions⁵⁰.

Chine

La Birmanie se réfère à la Chine comme son "Paukphaw", ce qui signifie frère en langue birmane. La Chine est le seul pays auquel la Birmanie ait attribué ce titre, reflétant ainsi la relation historique étroite entre les deux pays⁵¹. Par delà leur alliance politique, la Chine est un fournisseur important de la Birmanie en produits de consommation courante; ces échanges sont essentiellement transfrontaliers. Le pays s'est par ailleurs investi dans une coopération économique à grande échelle dans les domaines de l'infrastructure et des entreprises économiques de l'Etat. A l'instar de la Thaïlande, l'énergie demeure le principal pôle d'intérêt économique de la Chine en Birmanie. Comme il sera expliqué ci-après, l'accès à et au travers de la Birmanie relève d'intérêts géopolitiques considérables pour la Chine.

La Chine: Une alliée politique et un partenaire commercial de premier ordre.

La Chine représente, à l'heure actuelle, 5,2% des exportations et 35,1% des importations birmanes⁵². Depuis les années 90, la croissance des importations chinoises en Birmanie a été supérieure à la croissance des exportations birmanes vers la Chine. Tandis que les exportations de la Birmanie vers la Chine ont augmenté par 1,3 fois, passant de 133,7 millions de dollars en 1988 à 169,4 millions de dollars en 2003, les importations en provenance de la Chine ont crû par 7,1 fois, de 136,2 millions en 1988 à 967,2 millions en 2003. La Birmanie a donc enregistré un déficit commercial colossal avec la Chine en 2003, de l'ordre de 797,7 millions de dollars. Du reste, en raison de surplus enregistrés ailleurs, ce déficit était 4,4 fois supérieur au déficit commercial total du pays pour l'année. A mesure que la Chine s'est développée sur les plans économique et industriel, la Birmanie est devenue beaucoup plus dépendante des importations chinoises; la part occupée par les biens chinois dans les importations totales du pays est passée d'environ un cinquième dans la deuxième moitié des années 90 à environ un tiers aujourd'hui⁵³.

Cette relation pourrait toutefois changer à l'avenir. Alors que la Chine poursuit sa croissance économique exponentielle, sa quête de nouvelles sources d'énergie à l'étranger s'intensifie. Pendant ce temps, les réserves birmanes de pétrole et de gaz, tout comme le potentiel hydroélectrique que recèlent les fleuves de la Birmanie, n'ont pas manqué de susciter un vif intérêt chez le grand frère chinois. La Chine est désormais fortement investie dans ces deux secteurs. D'autre part, la Birmanie pourrait jouer un rôle crucial eu égard à la sécurité et au prix de l'approvisionnement vital d'hydrocarbures en provenance d'Afrique et du Proche-Orient.

Les investissements chinois sont en croissance.

Entre octobre 2004 et janvier 2005, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a signé six contrats de production partagée avec le MOGE. La SINOPEC (China Petroleum and Chemical Corporation) et sa filiale, Dian Quiangui Petroleum Exploration, travaillent également sur les gisements pétroliers et gaziers terrestres en Birmanie. D'autre part, la China National Petroleum Corporation (CNPC) et sa filiale Chinnery Assets ont remporté des contrats en vue de la modernisation de quatre exploitations de pétrole en Birmanie centrale. Ces entreprises se trouvent actuellement à différents stades de la prospection et ont assuré des engagements financiers d'une valeur de 163 millions de

La Birmanie est une source et une plaque tournante importante pour l'approvisionnement énergétique de la Chine.

dollars US. Ce montant reste néanmoins relativement modeste comparé au montant total des investissements étrangers dans les secteurs du pétrole et du gaz en Birmanie, estimé à pas moins de 2.635 millions de dollars⁵⁴. Ce n'est toutefois que récemment que les entreprises chinoises ont commencé à investir en Birmanie et il faut s'attendre à voir s'intensifier sensiblement le rythme de leurs investissements. Sur un total de 26 investissements étrangers chinois en Birmanie, 16 projets ont été mis en œuvre au cours des exercices 2004-2005 et 2005-2006, représentant pratiquement 70% du total des investissements chinois dans le pays. La plupart de ces projets concernaient les secteurs de l'énergie et des mines⁵⁵.

L'accord commercial le plus vaste et le plus significatif conclu entre la Birmanie et la Chine, concernant le gisement gazier de Shwe, n'a été annoncé officiellement qu'en août 2007. Lors de son annonce, un responsable du ministère birman de l'Energie a signalé que la Birmanie avait "décidé de vendre à la Chine le gaz des blocs A-1 et A-3 et [que] les modalités pratiques étaient en train d'être négociées. Une fois que nous serons parvenus à un accord, nous le mènerons à bien." Il a ajouté que "si tout se déroule comme prévu, le gaz provenant de ces blocs offshore sera vendu et acheminé à la Chine via un gazoduc⁵⁶". Par ces déclarations, la junte militaire confirmait pour la première fois l'existence d'un tel accord, soupçonnée depuis un certain temps déjà.

En avril 2007, les médias avaient déjà signalé la signature d'un protocole d'entente entre la Birmanie et l'entreprise chinoise PetroChina prévoyant l'exportation du gaz du gisement de Shwe via un gazoduc terrestre de 2.380 km, dont le coût de construction a été estimé à 1,04 milliard de dollars. Le gaz sera acheminé de l'Etat d'Arakan, dans l'ouest de la Birmanie, jusqu'à Kunming, capitale de la province chinoise du Yunan, en transitant par la région centrale de la Birmanie. Outre le prix du gaz et les taxes et autres charges imposables, la Chine s'est engagée à allouer au régime birman un droit de transit annuel de 150 millions de dollars comme compensation pour l'utilisation d'un tronçon de 990 km du gazoduc en territoire birman.

D'après les estimations de l'agence internationale de certification GCA aux Etats-Unis, les gisements des blocs A-1 et A-3, situés au large de la côte de l'Etat d'Arakan et pour lesquels la Chine a obtenu des concessions, contiendraient des réserves d'entre 5,7 et 10 trillions de pieds cubes de gaz. Sur une production projetée de 600 millions de pieds cubes standard par jour (gaz) à partir de ces deux blocs, la Birmanie a décidé d'exporter 560 pieds cubes standard à la Chine⁵⁷. Ce gaz devrait commencer à circuler dès 2009, assurant au régime militaire une nouvelle source régulière et importante de devises étrangères.

La Chine convoite par ailleurs la Birmanie comme une importante source potentielle d'énergie hydroélectrique. Il est de notoriété que la junte birmane a conclu des marchés avec deux entreprises chinoises, CITIC Technology et Sino Hydro Corporation, portant sur la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique d'une capacité de 790 mégawatts, la centrale hydroélectrique de Yeywa, sur le fleuve Dukhtawaddy, située à proximité de Mandalay⁵⁸. Ceci

veut dire que le développement hydroélectrique est, lui aussi, susceptible de se convertir en une importante source de revenus pour les généraux birman, en plus du soutien politique dont ils bénéficient déjà de Pékin.

Les intérêts chinois en Birmanie ne sont cependant pas limités aux ressources naturelles du pays. La Chine est également intéressée par l'accès géographique que procure la Birmanie à l'Océan Indien, à travers la Baie du Bengale et la Mer d'Andaman. Cet intérêt relève de facteurs à la fois militaires et de sécurité. Près de 80% du pétrole consommé par la Chine doit transiter par le détroit de Malacca, étroit et peu profond, qui relie la côte ouest de la Malaisie et l'île indonésienne de Sumatra. Ce détroit est en proie à la piraterie, aux conflits régionaux et aux attaques terroristes qui peuvent à tout moment interrompre le trafic, rendant beaucoup plus difficile et onéreux l'acheminement de pétrole vers la Chine. Dès lors, le fait de pouvoir faire transiter par la Birmanie une partie du pétrole acheté en Afrique ou au Proche-Orient pourrait permettre à la Chine de réduire le coût de l'acheminement, tout en augmentant la sécurité de son approvisionnement.

D'autre part, l'accès à la côte birmane est considéré comme un moyen pour la province du Yunnan, actuellement parmi les régions les moins développées et les plus pauvres de la Chine, d'accélérer son développement, vu qu'un tel accès faciliterait la participation de la région aux échanges commerciaux mondiaux. Enfin faut-il noter que l'armée chinoise convoite assidument un tel accès direct à l'océan Indien, dès lors qu'il lui procurerait davantage de flexibilité pour la poursuite des intérêts géopolitiques du pays. Pour toutes ces raisons, la Chine participe non seulement à la mise en place d'un pipeline entre Kunming, capitale de la province de Yunnan, et la côte birmane, mais aussi à la construction d'une route et d'un chemin de fer pour assurer l'acheminement au départ de ce pipeline.

D'après des sources locales, la Chine serait actuellement en train de construire un port maritime de grande envergure dans l'île de Padae, dans l'Etat d'Arakan. Cette île est située à environ 5 kilomètres de la ville de Kyauk Phyu, dans la Baie du Bengale. Le bassin aurait une profondeur de 20 mètres et serait à même d'accueillir les plus grands porte-conteneurs en circulation, facilitant ainsi le commerce de transit vers l'océan Indien et au-delà. Kyauk Phyu est située le long de la route terrestre reliant la ville de Kunming, dans le sud-ouest de la Chine et Sittwe, capitale de l'Etat d'Arakan, en Birmanie.⁵⁹ Depuis le début de 2007, la société privée birmane Asia World a participé aux étapes initiales de la construction du port. Asia World est dotée de solides intérêts commerciaux à Singapour, en Malaisie et en Chine et appartient à un homme de main du régime militaire birman trempant dans le trafic de drogues⁶⁰.

Si l'influence politique et les intérêts de la Chine en Birmanie ont été importants depuis un certain temps déjà, ils sont susceptibles de s'accroître sensiblement. Et bien que les intérêts économiques de la Chine soient jusqu'ici restés relativement modestes, ils devraient eux aussi prendre de l'ampleur avec la croissance du pétrole, du gaz et de l'énergie hydroélectrique en Birmanie. Autrement dit, la Chine détient l'une des principales clefs, sinon la principale

La Chine serait en train de construire un vaste port maritime dans l'Etat d'Arakan – avec l'aide d'un gros bonnet de la drogue lié à la junte birmane.

clef, du changement en Birmanie. Il reste à voir si la Chine sera disposée à faire pression sur la Birmanie pour que celle-ci institue des réformes démocratiques qu'elle est, elle-même, peu encline à accepter. A défaut, l'attente de changements en Birmanie risque d'être longue.

Inde

Bien qu'elle ait partagé une partie de son histoire avec la Birmanie sous l'Empire britannique, l'Inde a maintenu une attitude relativement froide vis-à-vis de la Birmanie jusqu'aux années 90. Depuis lors, les relations entre les deux pays ont évolué dans le sens du rapprochement. Aujourd'hui, ils collaborent à la promotion du commerce et des investissements, de même que dans d'autres domaines géopolitiques. L'Inde considère la Birmanie comme un pont économique lui permettant d'accéder à l'Asie du Sud-Est, ce qui a eu une influence sur ses priorités commerciales. La Birmanie s'intéresse, pour sa part, à l'économie indienne en pleine croissance et à la possibilité qu'offre l'Inde de faire contrepoids à l'influence politique chinoise et à l'influence financière thaïlandaise sur le pays, deux domaines où l'Inde a su faire preuve de ses capacités.

Se classant désormais au rang de deuxième marché d'exportation de la Birmanie, l'Inde absorbe à elle seule 12,7% des exportations birmanes. Elle se classe également comme la septième principale source d'importation de la Birmanie. Durant l'exercice 2006-2007, les échanges bilatéraux entre les deux pays ont atteint 650 millions de dollars US, alors qu'ils représentaient 555,68 millions en 2005-2006 et 341,40 millions en 2004-2005⁶¹. L'Inde et la Birmanie sont toutes deux déterminées à intensifier ces échanges.

Les deux pays font également partie de la BIMSTEC, initiative de la Baie du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, qui consiste en un organe régional regroupant la Birmanie, le Bangladesh, l'Inde, le Sri Lanka et la Thaïlande⁶². Les pays membres de la BIMSTEC oeuvrent à la conclusion d'un accord commun de libre-échange. L'Inde, le principal acteur de cette coopération régionale, a quant à elle déjà conclu des accords de libre-échange avec le Sri Lanka en 1998 et avec la Thaïlande, en 2004. Il lui reste néanmoins à conclure des accords avec le Bangladesh et la Birmanie.

L'Inde et la Birmanie envisagent en outre une série d'initiatives visant à l'expansion des échanges commerciaux transfrontaliers entre les deux pays. L'Inde est investie dans divers projets fluviaux et terrestres en Birmanie, y compris la reconstruction d'un port dans la ville de Settwe, le projet de transport fluvial et terrestre à Kaladan et le projet routier Tamu-Kalewa-Kalemmyo⁶³. L'Inde a ratifié un projet d'accord avec la Birmanie portant sur la prévention de la double taxation et la prévention de l'évasion fiscale pour les citoyens actifs dans des activités commerciales dans les deux pays. Une fois qu'il entrera en vigueur, cet accord devrait contribuer à stimuler les échanges bilatéraux d'investissements, de technologies et de main-d'œuvre entre l'Inde et la Birmanie et, d'une manière plus générale, à intensifier la coopération économique entre les deux pays⁶⁴.

Le volume des échanges commerciaux entre l'Inde et la Birmanie croît d'année en année.

Les investissements indiens sont diversifiés.

Un nouvel accord pétrolier a été signé avec l'Inde en septembre 2007, au moment-même où la répression battait son plein.

L'Inde, qui compte d'ores et déjà parmi les principaux investisseurs étrangers en Birmanie, est active avant tout dans les secteurs du pétrole et du gaz, mais aussi dans l'agriculture, l'industrie de la pêche, la culture de la perle, l'infrastructure, les mines et le tourisme. L'investissement le plus grand de l'Inde en Birmanie concerne sa participation au mégaprojet gazier de Shwe, qui est censé inclure la construction d'un gazoduc entre la Birmanie et l'Inde. Les sociétés indiennes Oil and Natural Gas Company Videsh et Gas Authority of India sont toutes deux partenaires dans le développement du gisement gazier de Shwe, à la tête duquel figure la société coréenne Daewoo. En réalité, il était initialement prévu que le gaz extrait du bloc A-1 du gisement de Shwe soit acheminé vers l'Inde via un gazoduc qui traverserait les Etats birmans d'Arakan et de Chin, puis le Bangladesh, pour finir à Kolkata (Calcutta de son ancien nom), en Inde⁶⁵.

Le projet a cependant été mis en échec pour cause d'une mésentente diplomatique entre l'Inde et le Bangladesh; l'Inde estimait que le Bangladesh lui réclamait trop de concessions en échange de la construction du pipeline sur son territoire. En décembre 2005, tandis que l'Inde et le Bangladesh délibéraient sur une solution, la Birmanie a saisi l'occasion de signer un protocole d'entente avec PetroChina pour la vente du gaz du bloc A-1 à la Chine. Les généraux birmans semblent tout à fait conscients des avantages politiques et financiers qu'ils sont à même de tirer du gisement gazier de Shwe.

L'Inde reste activement engagée dans la prospection des réserves de pétrole et de gaz en Birmanie et continue à œuvrer en collaboration étroite avec la junte militaire birmane dans ce domaine. La Birmanie a assuré l'Inde qu'elle détenait suffisamment de réserves gazières pour approvisionner aussi bien le marché indien que chinois. L'Inde serait en passe de se convertir en un marché d'exportation pour le gaz naturel birman, via un gazoduc qui traversera ou contournera le Bangladesh⁶⁶. L'engagement de l'Inde vis-à-vis de la Birmanie fut confirmé lors de la visite à Rangoon, fin septembre 2007, du ministre indien du Pétrole, Murli Deora. Cette visite avait pour objet la signature d'un accord pétrolier d'une valeur de 150 millions de dollars avec la junte militaire, alors même que l'attention du monde était rivée sur la répression brutale des généraux à l'encontre du mouvement pour la démocratie⁶⁷.

La démocratie et les libertés en Birmanie passent une fois de plus par la carotte et le bâton

Tout ceci prouve que de l'argent arrive en masse dans les caisses des généraux birmans. Les citoyens birmans sont pourtant victimes de la pauvreté la plus extrême de ces dernières décennies. Pas la moindre petite fraction de l'argent provenant de sources étrangères ne semble aboutir ailleurs que dans les mains des membres de la junte et de leur entourage immédiat. On pourrait donc aisément affirmer que les nouveaux investissements étrangers dans le pétrole, le gaz, l'hydroélectrique ou tout autre secteur ne contribueront en rien à l'évolution de la Birmanie en une démocratie moderne qui se soucie du bien-être de ses citoyens. Ils ne fourniront pas non plus au peuple birman les moyens nécessaires pour renverser le gouvernement dictatorial. Ils renforceront au contraire le régime au pouvoir.

L'armée consomme directement 40% du budget national.

Les investissements étrangers et le commerce avec la Birmanie ont déjà permis à la junte de renforcer significativement ses forces armées. En 1988, le personnel militaire de la Birmanie était inférieur à 200.000 personnes. Aujourd'hui, plus de 400.000 hommes sont sous les drapeaux. Ce chiffre devrait augmenter jusqu'à un demi-million selon certaines estimations. Ayant fluctué entre un tiers et la moitié du budget du gouvernement pendant les années 90, les dépenses militaires sont actuellement estimées à au moins 40% du budget national. A l'heure actuelle, il est possible d'établir un lien clair entre le revenu généré par la vente de gaz et l'acquisition par le régime d'armes destinées à la répression de la population civile. Depuis que le gazoduc de Yadana a commencé à générer ses premiers revenus pour la junte militaire en 2002, celle-ci s'est livrée à l'achat effréné de matériel et d'armements militaires.⁶⁶Dans la même année où Total a versé une prime de signature de 15 millions de dollars à la MOGE, le régime a acheté 24 hélicoptères de l'ère soviétique à la firme polonaise PZL, ce qui avait incité un diplomate polonais à dire: "Les Birmans nous ont payé avec l'argent de Total⁶⁸." De même, en 2001, la publication Jane's Defence Weekly signalait l'acquisition par l'armée birmane de 10 chasseurs MiG 29 de la Russie, précisant que l'argent intervenu dans la transaction provenait d'exportations de gaz à la Thaïlande. L'acompte pour l'achat des chasseurs a été versé au cours de la même semaine où la Petroleum Authority of Thailand, société d'Etat thaïlandaise, a versé à la Birmanie la somme de 100 millions de dollars pour la vente de gaz⁶⁹. Il semble inévitable que tout nouvel apport de fonds dans les caisses des généraux birmans se traduira par des dépenses accrues en personnel et équipements militaires et policiers, et ce aux dépens des investissements urgents requis dans la santé, l'éducation et l'économie rurale, dont dépend la majorité de la population birmane.

Les profits dérivés du gaz sont directement destinés à l'acquisition d'équipements militaires sophistiqués.

Des sanctions rigoureuses, sophistiquées et ciblées sont requises pour couper l'arrivée d'argent aux militaires.

Les pays voisins de la Birmanie s'investissent plus activement que jamais dans ses affaires, soutenant directement et indirectement l'actuel gouvernement dictatorial non élu. Même si ces pays se proclament défenseurs de la démocratie et des droits humains, la plupart d'entre eux ont vite fait de fermer les yeux sur la répression et les violations des droits humains en Birmanie lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins énergétiques croissants, eux-mêmes provoqués par la croissance exponentielle de leurs économies. La possibilité d'une intervention critique ou de pressions à l'endroit de la junte birmane est encore moindre dans des pays où ces droits et ces valeurs sont d'emblée bafoués, comme la Chine ou le Singapour, notamment.

Si la situation actuelle se poursuit, rien ne changera. Si la croissance du commerce et des investissements, accompagnée de la coopération politique, continue au rythme actuel, l'avènement d'une ère nouvelle pour le peuple birman restera un rêve lointain. Les généraux birmans acquerront au contraire encore plus de pouvoir et de nouveaux moyens de le renforcer en étouffant la démocratie et les libertés dans le pays.

Des sanctions intensifiées et plus sophistiquées sont la seule solution

Près de vingt années de pressions constructives auprès du régime, l'imposition de sanctions sélectives par certains pays et une succession de missions et de résolutions de l'ONU n'ont pas réussi à amorcer la moindre réforme démocratique en Birmanie. Ceux qui plaident à l'encontre des sanctions semblent ignorer la nature intransigeante de la junte, la relation existant entre la base économique de l'armée et le soutien politique dont elle bénéficie, et le moyen de pression que procureraient des sanctions au mouvement démocratique dans ses négociations avec les généraux. Ceux qui s'opposent aux sanctions soutiennent de fait que les leaders birmans puissent continuer de tirer profit des échanges commerciaux et des investissements étrangers. Il devient pourtant de plus en plus clair que de tels profits ne servent qu'à alimenter l'assise politique de la junte, sans profiter en quoi que ce soit au peuple birman.

Des sanctions rigoureuses, sophistiquées et ciblées, appliquées à l'ensemble des acteurs clefs de l'économie birmane sont la seule façon de traiter avec les généraux et de les contraindre au changement. Certains trouveront de telles sanctions excessivement sévères et craindront qu'elles puissent être nuisibles au peuple birman en paralysant l'économie et en laissant encore plus de gens sans emploi. Mais bien que ces craintes soient fondées dans certains cas, des sanctions pourraient s'avérer très utiles et opportunes dans le cas de la Birmanie. Loin de constituer un outil brutal et aveugle comme certains le craignent, les sanctions contre la Birmanie pourraient permettre d'exercer une pression considérable sur le régime militaire birman, pour contraindre ce dernier à effectuer les changements nécessaires pour le bien du peuple birman.

Ceci est dû au fait que la base de soutien de la junte se compose de commandants régionaux, d'officiers militaires de hauts et moyens grades et

La junte insiste auprès des dirigeants élus de la Birmanie qu'ils renoncent à réclamer des sanctions.

Il n'y pas la moindre indication que les relations avec des entreprises étrangères profitent à quiconque en dehors des militaires et de leur entourage.

de familles et partenaires d'affaires des pouvoirs militaires – mandants qui partagent avec le SPDC et les généraux les plus hauts gradés la propriété et le contrôle de la majeure partie de l'économie structurée, qui tire sa prospérité de l'accès aux investissements et aux marchés étrangers. Le fait de réduire la capacité du régime à maintenir ces mandants satisfaits générerait la pression politique en faveur de la réforme au sein du pouvoir militaire. Le mouvement pour la démocratie dans le pays et les représentants qui ont remporté 82% des voix aux dernières élections parlementaires en 1990 continuent de réclamer l'imposition de sanctions. La junte soutient, quant à elle, qu'ils doivent retirer cette demande comme condition sine qua non de tout dialogue avec le mouvement pour la démocratie, Aung San Suu Kyi et ses collègues. Il faut y voir la preuve que les sanctions affectent le régime et que les généraux les craignent, au même titre que leurs conséquences.

De plus, l'impact de sanctions sur le peuple birman serait extrêmement limité. La majeure partie de la population birmane travaille dans l'agriculture de subsistance ou dans d'autres activités faisant partie de ce qui est communément appelé l'économie informelle, qui n'a, pour ainsi dire, aucun rapport avec les investissements ou les marchés étrangers. L'impact des sanctions ciblées sur l'économie formelle, notamment le pétrole, le gaz et les autres formes d'énergie serait dès lors minime pour la vaste majorité de la population birmane. La majorité des Birmans n'envoie pas d'argent à l'étranger, ne peut pas se permettre de voyager, ne possède pas de capitaux dans des comptes offshore et ne cherche pas à engranger des bénéfices sur les marchés à capitaux étrangers. Elle ne sera donc pas touchée par les sanctions ciblées sur ce genre d'activités. Il ne serait pas non plus raisonnable d'affirmer que les investissements étrangers agissent à l'avantage des populations locales. Le personnel local employé par la société française de pétrole et de gaz Total sur le site du pipeline de Yadana se limiterait à quelque 270 employés. Cette entreprise se targue régulièrement de ses projets de développement socio-économique dans la région qui, selon ses propres affirmations, profiterait à pas moins de 45000 personnes, soit moins de 0,1 pour-cent de la population totale de la Birmanie, qui est de 48 millions d'habitants!

De même, on ne peut raisonnablement prétendre que l'investissement étranger bénéficie réellement aux populations locales. Il est estimé que la multinationale pétrolière et gazière française Total emploie seulement 270 travailleurs birmans sur le site de l'oléoduc de Yadana. L'entreprise vante aussi régulièrement ses projets de développement socio-économique dont elle clame qu'ils bénéficient à quelque 45.000 personnes, soit moins de 0,1% de la population birmane totale qui compte 48 millions de personnes!

Enfin les personnes qui s'opposent aux sanctions pourraient affirmer que le fait d'autoriser une croissance débridée des échanges commerciaux et des investissements étrangers en Birmanie contribuera à l'apparition d'une nouvelle classe moyenne qui revendiquera la démocratie et la liberté. Si de tels précédents ont bien eu lieu ailleurs dans le monde, on aurait tort d'entretenir de tels espoirs dans le cas de la Birmanie. Il n'existe pas de classe moyenne commerçante en Birmanie et l'histoire montre qu'il est très improbable qu'une

La Fédération démocratique des syndicats de Birmanie (FTUB) soutient l'appel en faveur de sanctions.

telle classe voie le jour dans une économie dictatoriale basée sur l'exploitation de ressources naturelles et d'industries extractives. L'élite économique de la Birmanie et toute personne qui y est associée ont brillé par leur absence lors des manifestations de septembre 2007. Les relations commerciales avec l'étranger ne profitent qu'à une petite oligarchie minoritaire en Birmanie. Et comme l'histoire l'a prouvé à maintes reprises, les oligarques s'avèrent généralement être de piètres démocrates.

Le mouvement pour la démocratie en Birmanie continue à demander l'imposition de sanctions contre le gouvernement militaire. Et il en va de même pour une partie de plus en plus importante de la population birmane. "Hari", 27 ans, marchand de profession qui, par crainte de représailles, a demandé que son identité ne soit pas divulguée davantage a signalé à la CSI: "Je souhaiterais demander au monde de recourir aux sanctions, ainsi qu'à tous les moyens possibles jusqu'au jour où les droits humains seront restaurés en Birmanie⁷⁰." Il s'agit là d'une demande à laquelle Maung Maung, secrétaire général de la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) est fréquemment amené à faire face: "Les gens du pays nous demandent souvent d'imposer des sanctions contre le régime et, plus particulièrement, contre les industries et les entreprises qui génèrent directement des revenus pour le régime et ses hommes de main. Ce que nous avons entendu dire les gens qui se trouvent à la base-même, les travailleurs d'usine, les ouvriers de la production, c'est: 'Allez-y, fermez boutique une fois pour toutes. Il se peut que nous soyons tous affamés pour un mois. Mais il vaut mieux changer le système dès maintenant que continuer à souffrir de cette façon'⁷¹."

Les sanctions ne sont toutefois pas débattues uniquement en termes de leur effet et de leur fondement moral. La légalité des sanctions est également utilisée comme un voile pour continuer à commercer comme d'habitude, voire présentée en toute bonne foi comme un obstacle par ceux qui seraient autrement en faveur de sanctions. Dès lors, un grand nombre de personnes, y compris les décideurs, les responsables du gouvernement et les ministres affirment que les sanctions sont contraires aux règles de l'OMC et sont susceptibles d'entraîner des différends commerciaux de la part de la Birmanie, qui est un pays membre de l'OMC, ce qui aurait pour conséquence que les sanctions seraient traitées comme une pratique commerciale illégitime. Ceci n'est toutefois pas le cas. Les arguments négatifs concernant les règles de l'OMC sont sans fondement et les sanctions contre la Birmanie sont totalement exécutables, sans risque de répercussions adverses. Ceci s'explique pour diverses raisons ou fondements juridiques.

A la base, la légalité des sanctions au regard des règles de l'OMC réside dans les travaux d'enquête effectués par l'Organisation internationale du travail de l'ONU et les résolutions adoptées subséquentement par ses organes décisionnels. En 1996, l'OIT a mis sur pied une Commission d'enquête spéciale sur le recours systématique au travail forcé (dans le cadre de la Convention n°29 relative au travail forcé ou obligatoire), qui a publié son rapport sur ce sujet en 1998. Le rapport a conclu que "la Commission était en possession de preuves abondantes attestant du recours généralisé au travail forcé, imposé

L'Organisation internationale du travail dénonce le recours généralisé au travail forcé.

Les règles de l'OMC autorisent l'imposition de sanctions contre la Birmanie.

à la population civile à travers la Birmanie par les autorités et l'armée dans le portage, la construction, le maintien et l'entretien des camps militaires et d'autres travaux réalisés pour le compte de l'armée, de même que des travaux agricoles, l'exploitation forestière et d'autres projets menés à bien sous les ordres des autorités ou de l'armée, parfois pour le compte de personnes physiques, la construction et l'entretien de routes, de voies ferrées, de ponts et d'autres travaux d'infrastructure, ainsi qu'un vaste éventail de tâches non incluses dans la liste des exceptions figurant à l'article 2(2) de la Convention⁷².

En 2000, la Conférence internationale du travail, organe décisionnel suprême de l'OIT, a "recommandé à l'ensemble des mandants de l'organisation—gouvernements, employeurs et travailleurs: (i) d'examiner, à la lumière des conclusions de la Commission d'enquête, les relations qu'ils peuvent entretenir avec l'État membre (Birmanie) et de prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par ledit membre (Birmanie) pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire visé par la Commission d'enquête et afin de contribuer dans toute la mesure possible à la mise en oeuvre de ses recommandations; ii) de faire rapport au Conseil d'administration de manière et à intervalles appropriés⁷³". Les termes de cette résolution ont été à nouveau invoqués et renforcés par la Conférence internationale du travail en juin 2006.

Les règles de l'OMC réservent un espace ample pour permettre à de telles préoccupations de l'emporter sur celles afférentes à l'accès de base aux marchés. L'article XX (a) du GATT fait référence aux "mesures nécessaires à la protection de la moralité publique" comme une justification acceptable pour les restrictions commerciales. Le choix consistant à refuser d'entreprendre des échanges commerciaux avec un pays qui a recours au travail forcé et qui est, d'une manière générale, doté d'un régime autoritaire oppressant qui bafoue systématiquement les droits humains, constituerait sans nul doute une expression de la moralité publique du pays qui prend de telles mesures. L'article XX (b) du GATT fait référence à la légitimité des mesures "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux". Il admet la possibilité d'être utilisé pour protéger la vie humaine dans le pays exportateur, et dans le cas de la Birmanie, en prévenant l'expansion des exportations produites au détriment de la santé des travailleuses et des travailleurs concernés, infligées à des civils réduits aux travaux forcés, y compris la privation de soins de santé, de nourriture, d'eau et de repos. L'article XX (c) du GATT prévoit explicitement des mesures "relatives aux produits du travail carcéral". Même si l'interprétation du travail carcéral n'a jamais été clarifiée dans la jurisprudence du GATT, il y a de bonnes raisons pour interpréter cette disposition aux fins de justifier le recours à des mesures commerciales contre le travail forcé. L'article XXI (c) du GATT permet aux pays d'imposer des restrictions commerciales "en application de ses engagements au titre de la Charte des Nations Unies, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales". Ces dispositions devraient également s'appliquer aux décisions prises par une agence spécialisée des Nations unies, dans ce cas l'OIT, et signifieraient que les sanctions pourraient être justifiées comme un moyen pour éliminer la source de tension et d'insécurité internationale que la

Les pressions économiques existantes à l'encontre de la junte sont sapées par les pays voisins.

Il faut couper l'acheminement de fonds aux dirigeants militaires.

junte birmane est responsable d'avoir créée⁷⁴.

Dans une allocution sur la réglementation de l'OMC relative à l'ordre juridique international, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, a également mis en exergue le fait que les commissions juridiques de l'OMC autorisent des sanctions dès lors que celles-ci seraient compatibles avec les décisions d'autres organes internationaux. Après avoir passé en revue les nombreux volets et aspects de la législation de l'OMC, M. Lamy a conclu: "J'espère qu'il est à présent clair que les restrictions commerciales imposées par des membres de l'OMC en réponse à des considérations non commerciales pourront l'emporter sur les obligations de l'OMC liées à l'accès aux marchés, à condition toutefois qu'elles ne soient pas protectionnistes. Autrement dit, les dispositions de l'OMC reconnaissent elles-mêmes l'existence de normes non-OMC, ainsi que d'autres ordres et démarches juridiques visant à limiter la portée de l'application de ses propres dispositions, alimentant, par là-même, une cohérence viable au sein de l'ordre juridique international." Il a en outre signalé en ce qui concerne les autres organisations internationales que: "[...] les normes qu'elles produisent dénotent une certaine autorité à laisser supposer la compatibilité avec l'OMC lorsque de telles normes internationales sont respectées. L'OMC encourage dès lors les membres à négocier des normes dans d'autres fora internationaux, qu'ils vont ensuite appliquer de façon cohérente dans le contexte de l'OMC." Il a ensuite insisté une fois de plus sur sa conclusion: "L'OMC tient effectivement compte des autres normes du droit international. Et en dehors du protectionnisme, une restriction de l'OMC qui se fonde sur des normes ne relevant pas de l'OMC, l'emportera sur les normes de l'OMC en matière d'accès aux marchés⁷⁵."

La voie de l'avenir

Les Etats-Unis et, plus récemment, l'Australie, le Canada et l'UE ont, dans une certaine mesure, tenté d'influer sur les intérêts économiques du régime birman et de ses mandants en imposant des sanctions limitées sur le commerce et les investissements. L'effet de ces sanctions a toutefois été atténué par l'inaction des gouvernements en Asie et, plus particulièrement, celle des voisins proches de la Birmanie. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu le moindre obstacle légal empêchant des entreprises asiatiques de faire des affaires avec la Birmanie. Les mesures adoptées par les Etats-Unis, l'UE et l'Australie sont restées faibles et n'ont pas inclus de sanctions suffisamment dissuasives à l'encontre du régime militaire birman. Elles n'ont par exemple pas ciblé les revenus clefs que les généraux obtiennent du pétrole et du gaz et n'ont pas été pleinement appliquées en ce qui concerne les transactions financières – tout au moins pas par l'UE.

Idéalement, une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies devrait interdire à tous les pays de procéder à tout nouvel investissement dans les gisements pétroliers et gaziers de la Birmanie. Les Etats devraient aussi bloquer les transactions financières d'entreprises qui contribuent au soutien d'un régime dictatorial brutal en Birmanie. Dans la pratique, cela reviendrait à bloquer toute transaction avec les entreprises de l'Etat birman telles que l'UMEH (Union of Myanmar Economic Holdings), la MEC (Myanmar Economic Corporation) et la MOGE (Myanmar Oil and Gas Enterprise). En bref, il conviendrait de suspendre

Des sanctions
banquières et
financières sont
nécessaires.

tous les investissements et échanges commerciaux avec la Birmanie jusqu'au jour où un changement de régime interviendra dans ce pays. Ceci implique, d'autre part, que les entreprises étrangères doivent temporairement retirer les capitaux qu'elles ont investis en Birmanie.

Cependant, même l'Union européenne et les Etats-Unis, qui ont imposé certaines sanctions à la Birmanie, ont manqué de volonté lorsqu'il s'est agi d'adopter des sanctions de ce type. Ceci rend d'autant plus irréaliste de supposer que la Thaïlande, la Chine et l'Inde, sans parler d'autres investisseurs comme le Singapour, la Corée du Sud, la Malaisie et la Russie prendront des mesures significatives à l'encontre de la Birmanie. Il y a cependant une autre approche possible. Attendu que la plupart des transactions financières internationales transitent par des banques occidentales, l'Union européenne et les Etats-Unis ont la possibilité de bloquer conjointement pratiquement toutes les transactions internationales émanant des leaders birmans ou en faveur de ces derniers. Ceci permettrait de bloquer leur accès aux devises étrangères et, dès lors, de diminuer l'importance du contrôle qu'ils exercent sur le pétrole, le gaz et les autres ressources naturelles du pays.

L'approche consisterait à imposer des sanctions financières ciblées aux entreprises possédées ou contrôlées par l'armée birmane ou dont les revenus profitent de façon substantielle à l'armée birmane, en gelant les comptes bancaires de ces entreprises et en imposant des sanctions supplémentaires pour bloquer leurs transactions financières. Les Etats-Unis et l'Australie ont déjà partiellement imposé des sanctions de ce type, qui ont eu un certain effet: des banques de Singapour ont gelé des comptes appartenant à Tay Za, homme fort du régime birman, ce qui a valu à un de ses principaux holdings, la compagnie aérienne Air Bagan, de suspendre ses vols entre la Birmanie et Singapour.

Toutefois, si l'UE ne se rallie pas aux Etats-Unis et à l'Australie avec des sanctions bancaires et financières, les transactions birmanes finiront tout simplement par être transférées à des comptes en euros. Et même si l'UE finit par s'y rallier, cela n'exclut pas le risque de voir les dollars de Singapour et de Hong Kong se convertir en soupape d'échappement pour les transactions de la junte. Les banques de Singapour et de Hong Kong doivent donc, elles aussi, être pleinement incluses dans toute sanction imposée à la Birmanie – tout comme dans le cas de mesures similaires adoptées par le passé pour freiner le développement militaire en Corée du Nord.

Tant que les voisins de la Birmanie n'auront pas d'objection à maintenir la junte militaire au pouvoir, les sanctions bancaires et financières de l'UE, des Etats-Unis et d'autres pays constitueront le moyen économique le plus efficace de provoquer le changement dont la Birmanie a désespérément besoin.

Des pressions sont également exercées sur les entreprises dans le cadre d'actions menées auprès des actionnaires en vue de promouvoir les désinvestissements de la Birmanie au travers du Comité sur le capital des travailleurs du groupement Global Unions. Ces actions seules permettent de faire fortement pression sur la junte; toutefois, des sanctions globales, telles

que décrites ci-dessus, doivent également être imposées à l'échelle mondiale. La campagne du mouvement syndical international concernant la Birmanie comprend des actions visant à dissuader les entreprises étrangères d'entretenir des relations commerciales avec la Birmanie. Une base de données accessible au public reprend plus de 400 entreprises soupçonnées d'entretenir de telles relations (voir www.ituc-csi.org/spip.php?rubrique177). Plusieurs entreprises ont répondu favorablement à l'appel lancé par la CSI pour qu'elles mettent un terme à leurs relations, mais d'autres n'ont pas répondu en ce sens.

Notes

- 1 'Companies Supporting the Regime in Burma', The Dirty List, The Burma Campaign UK
- 2 'The European Union and Burma: The Case for Targeted Sanctions', The Burma Campaign UK, mars 2004
- 3 Le pays sera nommé Birmanie tout au long de ce document. Le nom Myanmar, qui répond d'une tentative de retranscription en langue anglaise de la version birmane du nom du pays, fut imposé par la dictature militaire en 1989; bien qu'il soit reconnu par l'ONU, ce nom n'est pas reconnu par la plupart des pays anglophones ni par le mouvement birman pour la démocratie. Dans le présent document, son emploi sera limité aux noms officiels des organisations établies par la junte militaire au pouvoir.
- 4 ITUC Burma Rough Assembly Shot-list, Parachute Pictures
- 5 'Tourism', The Burma Campaign UK
- 6 'Burma's Despair: The Economic Follies and Fundamentals Behind the "Saffron Revolution"', Sean Turnell, Burma Economic Watch, octobre 2007
- 7 Ces statistiques ont été communiquées par le PNUD à une mission CSI-FIDH en Birmanie en octobre 2007. Cf. 'Preliminary Key Findings of Joint ITUC-FIDH Mission on Burma', <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article1520>. Des données similaires sont avancées par des responsables anonymes de l'ONU dans un document intitulé en anglais 'Burma's Economy: The Junta's Achilles' heel', Larry Jagan, , Mizzima News, 6 août 2007
- 8 'Statement of the United Nations Country Team in Myanmar', 24 Octobre 2007, Yangon – Suite à la publication de cette déclaration, Charles Petrie, représentant permanent principal de l'ONU en Birmanie, a été expulsé du pays par la junte militaire.
- 9 'Statement of the United Nations Country Team in Myanmar', 24 octobre 2007, Yangon
- 10 Larry Jagan, Burma's Economy: The Junta's Achilles' heel, Mizzima News, 6 août 2007
- 11 ITUC Burma Rough Assembly Shot-list, Parachute Pictures
- 12 ITUC Burma Rough Assembly Shot-list, Parachute Pictures
- 13 En raison de l'état et de la nature du gouvernement birman, il est extrêmement difficile d'avoir accès aux indicateurs sociaux et économiques de base du pays. A titre d'exemple, le coefficient Gini, qui constitue l'indicateur de base pour l'inégalité de revenus, est inconnu dans le cas de la Birmanie. C'est pour cette raison que cette section du rapport fait appel à d'autres indicateurs et données pour mettre en lumière l'inégalité croissante des revenus dans le pays
- 14 Burma's Despair: The Economic Follies and Fundamentals Behind the "Saffron Revolution", Sean Turnell, Burma Economic Watch, octobre 2007
- 15 Larry Jagan, Burma's Economy: The Junta's Achilles' heel, Mizzima News, 6 août 2007
- 16 Déclaration signée par Action Contre la Faim, Aide Médicale Internationale, Asian Harm Reduction Network, CESVI, Deutsche Welthungerhilfe/German Agro Action, Enfants du Monde Droits de l'Homme, International HIV/AIDS Alliance, Malteser International, Medecins du Monde, Norwegian People's Aid, Population Services International, Save the Children, Terre des Hommes Italia - <http://www.npaid.org/?module=Articles:action=Article.publicShow;ID=5470>
- 17 'Statement of the United Nations Country Team in Myanmar', 24 octobre 2007, Yangon
- 18 'Between Myanmar and Thailand, a modest waterway and a gaping divide', Thomas Fuller, International Herald Tribune, 24 octobre 2007
- 19 'Key Issues Economy', ALTSEAN BURMA <http://www.altsean.org/Key%20Issues/KeyIssuesEconomy.htm>
- 20 Rapport mondial de la santé 2000 http://www.who.int/whr/2000/en/annex01_en.pdf
- 21 'Between Myanmar and Thailand, a modest waterway and a gaping divide', Thomas Fuller, International Herald Tribune, 24 octobre 2007
- 22 'Timber Trade and Wood Flow-Study: Myanmar', Tuukka Castrén, Poverty Reduction & Environmental Management in Remote Greater Mekong Subregion (GMS) Watersheds Project, 1999
- 23 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 11, juillet-août 2007
- 24 'Key Issues Economy', ALTSEAN BURMA <http://www.altsean.org/Key%20Issues/KeyIssuesEconomy.htm>
- 25 'Burma: The State of Myanmar', David I. Steinberg, Washington, DC: Georgetown University Press, 2001
- 26 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 27 'Gas reserves prop up economy', Daily Yomiuri Online, 29 septembre 2007
- 28 'Oil Investments Fueling Myanmar's Brutal Crackdown On Pro-Democracy Movement', Jessica Pupovac, AHN, 2 octobre 2007
- 29 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 11, juillet-août 2007
- 30 'Burma: Foreign Oil and Gas Investors Shore up Junta', Human Rights Watch, <http://www.hrw.org/campaigns/burma/drilling/>
- 31 'Foreign investment in Myanmar dominated by oil and gas, power sectors', Associated Press, 26 novembre 2007

- 32 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 33 'Foreign investment in Myanmar dominated by oil and gas, power sectors', Associated Press, 26 novembre 2007
- 34 Pour consulter la liste des entreprises incluses dans la base de données de Global Unions, prière de vous rendre sur: <http://www.global-unions.org/burma>
- 35 'An overview of the Burmese Sanctions Regulations, Title 31 Part 537 of the U.S. Code of Federal Regulations', U.S. Department of the Treasury, Washington D.C., US
- 36 "2831 st Council meeting, General Affairs and External Relations", European Union, Brussels, 19-20 November 2007
- 37 'Ottawa imposes new sanctions on Myanmar', Globe and Mail, 14 novembre 2007
- 38 'Foreign investment in Myanmar dominated by oil and gas, power sectors', Associated Press, 26 novembre 2007
- 39 'Foreign investment in Myanmar dominated by oil and gas, power sectors', Associated Press, 26 novembre 2007
- 40 The World Factbook, CIA, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bm.html>
- 41 'Myanmar to open 2nd largest border trade zone', Xinhua, 24 septembre 2007
- 42 'Thai-Myanmar trade set to rise 20 per cent', The Myanmar Times, 1er Août 2005
- 43 'Thai-Myanmar trade set to rise 20 per cent', The Myanmar Times, 1er Août 2005
- 44 'Thai investment, trade play key role in Myanmar's economic development', Xinhua, 3 juin 2007
- 45 Lettre de Total à la CSI. D'autres sources (Kolås & Tønnesson) estiment que le champ de Yanada à lui seul couvre 15 à 20% des besoins énergétiques de la Thaïlande.
- 46 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 47 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 48 'Thai investment, trade play key role in Myanmar's economic development', Xinhua, 3 juin 2007
- 49 'Thai investment, trade play key role in Myanmar's economic development', Xinhua, 3 juin 2007
- 50 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 51 'Myanmar's Economic Relations with China: Can China Support the Myanmar Economy?', Toshihiro Kudo, Institute of Developing Economies, juillet 2006
- 52 The World Factbook, CIA, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bm.html>
- 53 'Myanmar's Economic Relations with China: Can China Support the Myanmar Economy?', Toshihiro Kudo, Institute of Developing Economies, juillet 2006
- 54 'Myanmar's Economic Relations with China: Can China Support the Myanmar Economy?', Toshihiro Kudo, Institute of Developing Economies, juillet 2006
- 55 'Myanmar's Economic Relations with China: Can China Support the Myanmar Economy?', Toshihiro Kudo, Institute of Developing Economies, juillet 2006
- 56 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 12, septembre 2007
- 57 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 12, septembre 2007
- 58 'Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås & Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006
- 59 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 11, juillet-août 2007
- 60 'The Shwe Gas Bulletin', Volume 2, Issue 11, juillet-août 2007 - Créée sous forme de petite entreprise au début des années 90, Asia World se classe aujourd'hui parmi les conglomérats commerciaux les plus importants et les plus vastes de la Birmanie, avec des intérêts allant du transport à la construction, en passant par la vente au détail. La société est possédée et gérée par Steven Law et son père, Lo Hsing-han, qui est soupçonné d'entretenir des relations avec des trafiquants de drogue. La société opère actuellement depuis le port de Rangoon et a construit des routes reliant la Birmanie à la province de Yunnan en Chine. Asia World a également joué un rôle important en tant que promoteur dans la construction de la nouvelle capitale birmane, à Naypyidaw. Steven Law – également connu sous le nom de Tun Myint Naing – et son père ont tous deux été accusés par les États-Unis de participation au trafic de drogues. Law, qui est marié à une ressortissante de Singapour avec des liens commerciaux et politiques étroits au sein de la ville-Etat, s'est vu refuser un visa d'entrée aux États-Unis en 1990, en dépit du fait qu'il y a fait ses études lorsqu'il était jeune.
- 61 'India-Myanmar Trade Relations', Syed Ali Mujtaba, Global Politician, 23 juillet 2007
- 62 <http://www.bimstec.org/>
- 63 'Burma-India relations: A betrayal of democracy and human rights', the Burma Campaign UK, mars 2007
- 64 'India-Myanmar Trade Relations', Syed Ali Mujtaba, Global Politician, 23 juillet 2007
- 65 'Burma-India relations: A betrayal of democracy and human rights', the Burma Campaign UK, mars 2007
- 66 Début 2006, la firme de consulting Suz Tractebel, à Bruxelles, a été engagée pour réaliser une étude de faisabilité portant sur des tracés de pipelines terrestres reliant la Birmanie au nord-est de l'Inde, en contournant le territoire du Bangladesh. ('Burma and Its Neighbours: The Geopolitics of Gas', Åshild Kolås

& Stein Tønnesson, Australia Policy Forum, août 2006)
67 'Oil Investments Fueling Myanmar's Brutal Crackdown On Pro-Democracy Movement', Jessica Pupovac, AHN, 2 octobre 2007
68 'Capitalizing on Conflict', EarthRights International. 2003
69 'Supply and Command - Natural gas in Western Burma set to entrench military rule', A report from the Shwe Gas Movement, juillet 2006
70 ITUC Burma Rough Assembly Shot-list, Parachute Pictures
71 ITUC Burma Rough Assembly Shot-list, Parachute Pictures
72 'Travaux forcés au Myanmar (Birmanie)', Rapport de la Commission d'enquête établie en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du travail pour examiner l'application par le Myanmar de la Convention sur le travail forcé, 1930 (No. 29), Genève, juillet 1998
73 Résolution adoptée par la Conférence internationale du travail, juin 2000
74 General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), www.wto.org
75 'La place et le rôle (du droit) de l'OMC dans l'ordre juridique international', Intervention devant la société européenne de droit international, Pascal Lamy, 19 mai 2006, Sorbonne, Paris http://www.wto.org/french/news_f/spl_f/spl26_f.htm